

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT4562877

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNMENT
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
MICHELIN RECHERCHE ET TECHNIQUE S.A.	12/19/2016
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN
Street Address:	12 COURS SABLON
City:	CLERMONT-FERRAND
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	63000
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Application Number:	13378485
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(864)422-3517
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Phone:	8644223262
Email:	JULIE.CURLL@MICHELIN.COM
Correspondent Name:	MICHELIN NORTH AMERICA, INC.
Address Line 1:	515 MICHELIN ROAD
Address Line 2:	INTELLECTUAL PROPERTY DEPARTMENT
Address Line 4:	GREENVILLE, SOUTH CAROLINA 20605
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	P50-0309-WOUS
NAME OF SUBMITTER:	JULIE A. CURLL
SIGNATURE:	/JULIE A. CURLL/
DATE SIGNED:	08/23/2017
Total Attachments: 12	
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page1.tif	
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page2.tif	
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page3.tif	
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page4.tif	
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page5.tif	

source=MRT_to_CGEM_Assignment#page6.tif
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page7.tif
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page8.tif
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page9.tif
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page10.tif
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page11.tif
source=MRT_to_CGEM_Assignment#page12.tif

Contrat de cession de droits de Propriété Immatérielle

Michelin Recherche et Technique S.A., dont le siège social est à CH – 1763 Granges-Paccot (Canton de Fribourg), Route Louis-Braille 10, dûment représentée par Madame Muriel Gerber, Membre du conseil d'administration, avec signature individuelle, (ci-après : "MRT"),

et la **Compagnie Générale des Etablissements Michelin**, dont le siège social est à F – 63000 Clermont-Ferrand, Cours Sablon 12, dûment représentée par Monsieur Benoît Balmay, signataire autorisé, avec signature individuelle, (ci-après : "CGEM"),

concluent le présent Contrat de cession de droits de Propriété Immatérielle
(ci-après : le "Contrat")

soumis aux dispositions suivantes :

I - LIMINAIRES

Il est rappelé que dans le Groupe Michelin, la technologie est détenue conjointement par la CGEM et par MRT.

La CGEM est co-détentrice, à hauteur de 75%, avec MRT, à hauteur de 25%, de la technologie Michelin concernant la recherche et le développement dans le domaine des pneumatiques ainsi que dans d'autres domaines visant à favoriser une mobilité durable, aussi bien en matière de conception, de fabrication que de tests, la détention portant notamment sur des brevets, des designs, ainsi que sur le contrôle du savoir-faire associé, notamment le savoir-faire protégé par secret.

Le financement de cette technologie est assumé par la CGEM et par MRT sur une base proportionnelle à raison d'un "cost sharing arrangement" général. Cette répartition des coûts résulte d'un accord implicite entre MRT et la CGEM et est systématiquement mis en œuvre dans les contrats que ces deux sociétés concluent avec les Centres de recherche du Groupe en relation avec leur activité commune

Ces activités sont également source de redevances significatives pour la CGEM et MRT, redevances payées par une vingtaine de sociétés affiliées qui sont essentiellement actives dans la production de pneumatiques. Les redevances de technologie sont réparties à hauteur de ¾ pour la CGEM et de ¼ pour MRT.

La CGEM est la propriétaire des marques du Groupe : Michelin et Kléber, celles-ci étant des marques principales, ainsi que de toutes les marques de gammes, de produits et de services et les noms de domaines rattachés aux gammes, aux produits, aux services comprenant ou non les marques principales.

MRT est la propriétaire d'un portefeuille d'autres marques du Groupe, dont BFGoodrich, et de marques d'importance purement nationale ou régionale, celles-ci étant aussi considérées

MB
BB

comme marques principales, ainsi que de toutes les marques de gammes, de produits et de services, et les noms de domaines rattachés aux gammes, aux produits, aux services comprenant ou non les marques principales. La bénéficiaire économique de ces marques est toutefois la CGEM exclusivement.

Compte tenu d'un besoin de simplification de la structure de détention des actifs incorporels et de la nécessité d'avoir un meilleur alignement entre la substance, les actifs et les fonctions, d'une part, et les flux de revenus en résultant, d'autre part, il a été décidé de procéder à une restructuration qui a pour but de réunir, (exclusivement) au niveau de la CGEM, l'ensemble des actifs incorporels détenus jusqu'ici conjointement par la CGEM et MRT.

Vu ce qui précède, MRT (cédante) et la CGEM (cessionnaire) (ci-après désignées par "les Parties") conviennent de ce qui suit :

II - DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

1. Objet de la cession

MRT cède, à titre onéreux, à la CGEM qui l'accepte, irrévocablement, tous les droits de Propriété Immatérielle qu'elle possède sur sa Technologie, ainsi que sur ses Marques et Noms de domaines.

2. Droits cédés

2.1. Technologie

La cession des droits liés à la Technologie porte sur tous ces droits détenus par MRT au 31 décembre 2016, à 24 heures, ainsi que sur tous les droits réflexes déposés dans le futur en se fondant sur un droit de priorité unioniste établi par la Convention d'Union de Paris et ses révisions, ou droit similaire de priorité établi par une législation nationale ou régionale, existant au 31 décembre 2016, à 24 heures.

Les parties conviennent expressément de renoncer à en établir une liste car elles reconnaissent que le portefeuille de ces droits est en évolution dynamique constante, tous ces droits étant en outre parfaitement connus par chacune d'elles, puisqu'elles en sont conjointement copropriétaires, ainsi que cela a été exposé dans le point I – Liminaires. Le prix convenu par les Parties pour la Technologie tient compte de ces évolutions.

2.2. Marques

La cession des Marques porte sur toutes les Marques détenues par MRT au 31 décembre 2016, à 24 heures, ainsi que sur tous les droits réflexes déposés dans le futur en se fondant sur un droit de priorité unioniste établi par la Convention d'Union de Paris et ses révisions, ou droit similaire de priorité établi par une législation nationale ou régionale, existant au 31 décembre 2016, à 24 heures, et dont un Etat proche de l'état final du portefeuille, qui comprend 33 pages, figure à l'Annexe 1 du présent contrat.

Les Parties reconnaissent que le portefeuille de ces droits est en évolution dynamique constante ; les Parties conviennent qu'une mise à jour de l'Annexe 1 sera établie

MB
PP

courant 2017, au fur et à mesure des besoins d'enregistrement de la présente cession. Le prix convenu par les Parties pour les Marques tient compte de ces évolutions.

2.3. Noms de domaines

La cession des Noms de domaines porte sur tous les Noms de domaines détenus par MRT au 31 décembre 2016, à 24 heures, ainsi que sur tous les droits réflexes déposés dans le futur et issus du renouvellement d'enregistrements existants au 31 décembre 2016, à 24 heures, et dont un Etat proche de l'état final du portefeuille, qui comprend 14 pages, figure à l'Annexe 2 du présent contrat.

Les Parties reconnaissent que le portefeuille de ces droits est en évolution dynamique constante ; les Parties conviennent qu'une mise à jour de l'Annexe 2 sera établie courant 2017, au fur et à mesure des besoins d'enregistrement de la présente cession. Le prix convenu par les Parties pour les Noms de domaines tient compte de ces évolutions.

2.4. Exactitude des Etats des portefeuilles

Les Parties reconnaissent que ces Etats des portefeuilles figurant aux Annexes 1 et 2 du présent Contrat sont susceptibles de variations dues à la dynamique de gestion, qu'ils représentent une extraction de la base de gestion au 16 décembre, et qu'ils sont très proches des Etats exacts et complets à la date du 31 décembre 2016, à 24 heures.

2.5. Droits futurs

Les Parties conviennent expressément que tout droit futur de Propriété Intellectuelle découlant de la poursuite de l'activité actuelle de recherche et développement par MRT appartient à CGEM. Si MRT venait à entreprendre, dès 2017, de nouveaux projets de recherche et de développement, les droits en résultant pourront faire l'objet de cessions à la CGEM, aux conditions que les Parties définiront conjointement au cas par cas.

3. Date d'effet de la cession

Tous les droits de Propriété Immatérielle faisant l'objet du présent Contrat sont cédés, avec effet de transfert de propriété, à la date du 31 décembre 2016, à 24 heures.

4. Paiement du prix

4.1. Prix dû pour la cession

La CGEM devra s'acquitter du prix de vente suivant :

- pour la Technologie : [REDACTED]
- pour les Marques et les Noms de domaines : [REDACTED]

soit un prix total, pour l'ensemble des droits cédés par le présent Contrat, [REDACTED]

MG

4.2. Compte et monnaie

La CGEM viera le prix total dû sur le compte courant de MRT, chez la Compagnie Financière Michelin SCmA (à CH - 1763 Granges-Paccot), en EURO (Valeur effective), compte dont les coordonnées lui sont connues. Le paiement sera réputé valablement opéré dès que le compte de MRT sera crédité en EURO.

4.3. Date de paiement

La CGEM devra effectuer la totalité du paiement convenu dans le délai maximal de 4 jours ouvrables suivant la date de signature du présent contrat (19 décembre 2016).

Le paiement opéré en conformité avec le présent article 4 emportera quittance valable et éteindra la dette de la CGEM. Dans le cas contraire, le présent Contrat vaudra reconnaissance de dette de la CGEM en faveur de MRT.

5. Reprise de l'article 3 de la Convention du 10 avril 2006 conclu par la CGEM et MRT

En complément aux dispositions qui précèdent, les Parties conviennent expressément de reprendre et d'appliquer l'article troisième de la Convention du 10 avril 2006 conclu par la CGEM et MRT.

En effet, la valorisation indiquée à l'article 4.1. ci-dessus de [REDACTED] pour la part de Technologie détenue par MRT ne tient pas compte des dépenses initiales de [REDACTED] qui ont été supportées par MRT seule. Pour corriger cette situation et rétablir un juste équilibre entre les parties dans le présent contexte, celles-ci conviennent de maintenir au profit de MRT, jusqu'au 31 décembre 2020 (deux mil vingt), un droit absolu aux profits futurs qui résulteraient de la cession ou de la concession de tout ou partie des travaux de recherche et développement correspondants, selon la formule décrite à l'article troisième de ladite Convention du 10 avril 2006 (qui comprend au demeurant l'Accord formel du Service Cantonal des Contributions du Canton de Fribourg, daté du 25.4.2006, et signé par M. Raphaël Chassot, son Administrateur-directeur).

L'article troisième en question est reproduit in extenso ci-dessous :

"3. Article troisième :

Paragraphe 1 : Par dérogation au premier paragraphe de l'article deuxième ci-dessus, pendant les dix premières années calendaires à compter :

- *de la première année au titre de laquelle interviendra la première perception de produits issus de la cession ou de la concession de tout ou partie des droits visés à l'article deuxième ci-dessus,*
- *et au plus tard à compter de l'année 2011 (la période de dix ans prenant fin en ce cas au plus tard en 2020),*

lesdits produits seront répartis entre CGEM et MRT dans la proportion définie par les formules suivantes :

1/6 1/6

$$R^{MRT} = R \times \frac{1}{2} [1 + (3D^0 + \sum D)]$$

où : R = produits de cession ou concession de l'année N des droits visés à l'article deuxième ci-dessus

D^0 = dépenses initiales supportées par MRT seule, soit [REDACTED]
 $\sum D$ = somme des dépenses initiales et nouvelles arrêtées à la fin de l'année $N-1$

et

$$R^{CGEM} = R - R^{MRT}$$

Paragraphe 2 : Toutefois, dès que la somme desdits produits attribués à MRT par application des dispositions du premier paragraphe du présent article troisième aura atteint [REDACTED] mais au plus tôt à compter du 1^{er} janvier 2013, le surplus sera réparti selon les dispositions du premier paragraphe de l'article deuxième ci-dessus.

Paragraphe 3 : Lors de chaque répartition de produits calculée en tout ou partie à l'aide de la formule prévue au premier paragraphe du présent article troisième, MRT rendra compte du total des produits encaissés et de leur répartition depuis l'origine."

6. Coûts de la recherche et du développement

MRT n'étant plus copropriétaire de la Propriété Immatérielle cédée par le présent Contrat dès le 1^{er} janvier 2017, elle ne participera plus ni aux coûts de la recherche et du développement liés aux droits cédés, à partir de cette date, ni aux coûts d'acquisition, de maintien et de défense des droits de Propriété Intellectuelle.

7. Autres démarches, documents et assistance en vue des transferts de propriété

La CGEM se charge de toutes les modalités, inscriptions de transfert, communications ou autres auprès de tout registre, de toute Autorité ou autre, afin d'officialiser et parfaire juridiquement les cessions objet du présent contrat.

Elle en supporte seule l'intégralité des coûts.

MRT s'engage cependant à apporter à la CGEM, sans délai, toute l'aide nécessaire ou utile dont celle-ci pourrait avoir besoin dans ce contexte. Elle octroiera son aide, en principe, gratuitement, les parties pouvant en convenir différemment si cette aide devait s'avérer très importante.

8. Intégralité de l'accord

Le présent Contrat, y compris ses Annexes 1 et 2, ainsi que tout accord d'exécution en résultant, constituent l'accord intégral entre les Parties relatif à l'objet dudit Contrat, et remplacent toute disposition de même nature, objet et finalités.

AG
 SS

9. Modifications

Toute modification du présent Contrat ou de ses Annexes 1 et 2 ne pourra être valablement exécutée que par la signature par les Parties d'un avenant qui sera joint à ce Contrat.

10. Impossibilité d'exécution

Si l'une ou plusieurs dispositions du présent Contrat devaient s'avérer totalement ou partiellement illégales, nulles, invalides ou inexécutables, les Parties se rapprocheront pour, de bonne foi, modifier la ou les dispositions concernées de manière à les rendre valides et exécutoires, en tenant compte de l'objet, de l'esprit et du but du présent Contrat, dans le respect du point I – Liminaires, tout en s'écartant aussi peu que possible du texte des dispositions invalidées.

11. Loi applicable

Le présent Contrat est exclusivement régi et interprété conformément au droit suisse (sans égard à d'éventuels conflits de lois applicables).

12. Litiges et For

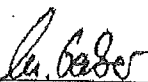
En cas de différends, litiges ou prétentions quels qu'ils soient en relation avec le présent Contrat, avec sa nullité totale ou partielle, avec d'éventuelles violations du Contrat ou avec sa fin (ci-après : "Différends"), les Parties chercheront avec diligence et de bonne foi à les régler entre elles à l'amiable. Elles le feront dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours à compter de l'ouverture des négociations par la Partie la plus diligente.


Si les Différends n'ont pas été réglés conformément à l'alinéa ci-dessus, ils seront soumis aux règles prévues par le Code de procédure civile suisse (CPC), étant précisé que le for exclusif est celui du siège social de MRT, sous réserve de recours au Tribunal fédéral (art. 23 de la Convention de Lugano révisée du 30.10.2007).

Fait à Granges-Paccot, le 19 décembre 2016, en deux exemplaires originaux, soit un exemplaire pour chacune des Parties.

Michelin Recherche et Technique S.A.

Compagnie Générale des Etablissements
Michelin


Muriel Gerber
Membre du conseil d'administration


Benoit Balmay
Signataire autorisé

Annexes :

- No 1 : Etat du Portefeuille des Marques (33 pages);
- No 2 : Etat du Portefeuille des Noms de domaines (14 pages).

Assignment of immaterial property rights contract

Michelin Recherche et Technique S.A. (public limited company), whose head office is located in Switzerland CH-1763 Granges-Paccot (Canton of Fribourg), Route Louis-Braille 10, duly represented by Mrs Muriel Gerber, Member of the Board of Directors, with individual signature,

(hereinafter « MRT »)

And the Compagnie Générale des Établissements Michelin, whose head office is located in France – 63000 Clermont Ferrand, Cours Sablon 12, duly represented by Mr Benoît Balmay, authorized signature, with individual signature,

(hereinafter “CGEM”)

enter into the hereby contract of transfer of immaterial property rights

(hereinafter: the “Contract”)

Subject to the following provisions:

I - PRELIMINARY TERMS

As a reminder, in the Group Michelin, the technology is jointly owned by CGEM and MRT.

CGEM is co-owner of up to 75%, with MRT who owns up to 25% of the Michelin technology, concerning Research and Development, in the domain of tires as well as in other domains, aiming at encouraging sustainable mobility, in terms of conception, manufacturing, tests, ownership, notably relative to patents, designs, and to the control of associate know-how, notably the secretly protected know-how.

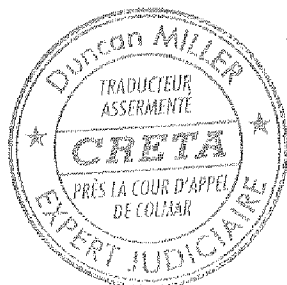
CGEM and MRT are liable for the funding of this technology on the proportional basis, at a rate of a general “cost sharing arrangement”. This distribution of costs results from an implicit agreement between MRT and CGEM and is systematically implemented in the contracts these two companies sign with the Research Centers of the Group, in relation to their common activity.

These activities are also source of significant royalties for CGEM and MRT, royalties paid by about twenty affiliates that are mainly active in the production of tires. The technology royalties are distributed up to ¾ for CGEM and ¼ for MRT.

CGEM is the owner of the brand of the Group: Michelin and Kléber are the main brands, as well as all the brand lines, product and service brands and the domain names associated with the lines, the products and the services, whether or not they comprise the main brands.

MRT is the owner of the portfolio of other brands of the Group, including BFGoodrich, and of brands of regional and national significance, which are also considered as main brands, as well as all the brand lines, product and service brands and the domain names associated with the lines, the products and the services, whether or not they comprise the main brands.

However, CGEM is the exclusive economic beneficiary of these brands.



Considering the need to simplify the intangible asset holding company and to have a better alignment between substance, assets and functions, on the one hand, and income flows resulting from that, on the other hand, the decision to proceed to a restructuration has been made, which (exclusively) at the level of CGEM, aims at gathering the entirety of intangible assets, jointly held, up until now, by CGEM and MRT.

Pursuant to the aforementioned information, MRT (assignor) and CGEM (assignee) (hereinafter designated as "the Parties"), agree to the following:

II – CONTRACT PROVISIONS

1. Object of the assignment

MRT sells all the immaterial property rights that it owns on its Technology as well as its Brands and Domain Names, to CGEM that irrevocably accepts.

2. Assigned rights

2.1. Technology

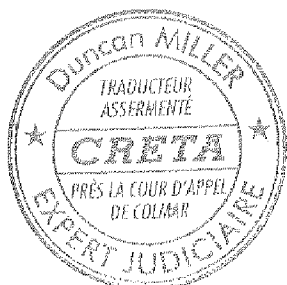
The assignment of rights linked to Technology concerns all the rights held by MRT, on the 31st of December 2016, at midnight, as well as all the reflex rights deposited in the future, based on a unionist property right, established by the Paris Convention and its revisions, or a similar right of priority established by national or regional legislation, existing on the 31st of December 2016, at midnight.

The parties expressly agree to renounce to establish a list because they acknowledge that the portfolio of rights is constantly evolving, all these rights being perfectly known by each party, since they are joint owners of these rights, as referred to in point I – Preliminary Terms. The price agreed by the parties takes these evolutions into account.

2.2. Brands

The assignment of Brands concerns all the Brands held by MRT, on the 31st of December 2016, at midnight, as well as all the reflex rights deposited in the future, based on a unionist property right, established by the Paris Convention and its revisions, or a similar right of priority, established by national or regional legislation, existing on the 31st of December 2016, at midnight, of which a statement, close to the final portfolio statement that comprises 33 pages, is to be found in Annex 1 of the hereby contract.

The parties acknowledge that the portfolio of these rights is constantly evolving; the Parties agree that an update of Annex 1 will be established during the year 2017, according to the registration needs of the hereby assignment. The price agreed by the parties for the Brands takes these evolutions into account.



2.3. Domain Names

The assignment of Domain Names concerns all the Domain Names held by MRT, on the 31st December 2016, at midnight, as well as all the reflex rights deposited in the future, emanating from the renewal of registrations, existing on the 31st of December 2016, at midnight, of which a statement, close to the final portfolio statement that comprises 14 pages, is to be found in Annex 2 of the hereby contract.

The parties acknowledge that the portfolio of these rights is constantly evolving; the Parties agree that an update of Annex 2 will be established during the year 2017, according to the registration needs of the hereby assignment. The price agreed by the parties for the Domain Names takes these evolutions into account.

2.4. Exactitude of the portfolio statements

The parties acknowledge that the portfolio statements mentioned in Annexes 1 and 2 of the hereby Contract are likely to undergo variations due to management decisions, and that they represent an extraction of the management basis, on the 16th of December, and that they are very close to the exact and complete Statements, on the 31st of December 2016, at midnight.

2.5. Future rights

The parties expressly agree that all future immaterial property rights resulting from the pursuit of the current activity of Research and Development by MRT, belong to CGEM. If MRT carries out new Research and Development projects, as soon as 2017, the rights emanating from them could be assigned to CGEM, according to the conditions the Parties jointly define on a case-by-case basis.

3. Effective date of the assignment

All the Intellectual Property Rights subject to the hereby Contract are assigned, with effect of property transfer, on the 31st of December 2016, at midnight.

4. Payment of the price

4.1 Owed price for the assignment

CGEM will have to pay the following sales price:

- For Technology: [REDACTED]
- For the Brands Domain Names: [REDACTED]

Corresponding to a total price, for the entirety of the assigned rights of the hereby Contract, of [REDACTED]



4.2 Account and currency

CGEM will transfer the total price owed, to the current account of MRT, at "la Compagnie Financière Michelin SCmA" (at CH - 1763 Granges-Paccot), in EUROS (Effective Value). The bank details of this account are known. The payment will be deemed duly completed as soon as the account of MRT is credited in EUROS.

4.3 Date of payment

CGEM will have to make the total payment, which was agreed, within a maximum of 4 working days, following the date of signature of the hereby contract (19th of December 2016).

The payment made in compliance with the hereby article 4 will carry valid discharge and extinguish the debt of CGEM. On the other hand, the hereby Contract will be the equivalent of an acknowledgement of debt of CGEM, in favor of MRT.

Referral to article 3 of the Convention of the 10th of April 2006 contracted by CGEM and MRT

In addition to the previous provisions, the Parties expressly agree to refer to and apply the 3rd article of the Convention of the 10th of April 2006, contracted by CGEM and MRT.

The valorization indicated in the aforementioned article 4.1 of [REDACTED] for the share of Technology held by MRT does not take into account the initial expenses of [REDACTED] which were paid by MRT, alone. To correct this situation and to reestablish a fair balance between the parties in the hereby context, they agree to maintain, up until the 31st of December 2020, for the profit of MRT, an absolute right in relation to the future profits that will emanate from the assignment or the concession of all or part of the corresponding Research and Development work, according to the formula described in the 3rd article of the aforementioned Convention of the 10th of April 2006 (that comprises the formal Agreement of the Cantonal Service of Contributions of Fribourg, dated on the 25th of April 2006, and signed by Mr Raphaël Chassot, its Head of Administration).

The third article is reproduced *in extenso*, below:

« 3. Article three:

Paragraph 1: By derogation of the first paragraph of the second article above, during the ten first calendar years, as from:

- *the first year, relative to which the first perception of products issued from the assignment or the concession of all or part of the rights referred to in the second article above,*
- *and at the latest, as from the year 2011 (the 10-year period ending in this case at the latest in 2020),*

the aforementioned products will be distributed between CGEM and MRT in the proportion defined in the following formulas:

$$R^{MRT} = R \times \frac{1}{2} [1 + (3D^2 + \sum D)]$$



Where: R = assignment or concession products of the year N of the rights referred to in the second article above

D^0 = initial expenses paid by MRT alone, [REDACTED]

ΣD = sum of the initial expenses and of the new expenses at the end of the year $N-1$

And

$$R^{CGM} = R - R^{MRT}$$

Paragraph 2: However, as soon as the sum of the aforementioned products attributed to MRT by application of the provisions of the first paragraph of the hereby third article, will have reached [REDACTED] but at the earliest as from the 1st of January 2013, the surplus will be distributed according to the provisions of the first paragraph of the second article above.

Paragraph 3: During each distribution of products calculated, wholly or partly, with the designated formula of the first paragraph of the hereby third article, MRT will give a report of the total of products paid in, and of their distribution from the start."

5. Research and Development costs

As MRT will no longer be co-owner of the Immaterial Property assigned by the hereby Contract, as soon as the 1st of January 2017, it will no longer participate in the Research and Development costs linked to the assigned rights or the costs of acquisition, enforcement and defense of the Industrial Property rights, as from this date.

6. Other procedures, documents and assistance in view of property transfers

CGEM is liable for all the modalities, transfer registrations, communications with all registers, authorities and so on, to legally formalize and perfect the assignments, objects of the hereby contract.

It is liable for the entirety of costs.

However, MRT commits to providing CGEM, without notice, with all the necessary or useful help that it may need in this context. It will give its help freely, in principle, but the parties can agree differently if this help was to become very significant.

7. Entirety of agreement

The hereby Contract, including its Annexes 1 and 2, as well as all execution agreements resulting from it, constitute the entire agreement between the Parties, relative to the object of the said Contract, and replaces all provisions, objects and finalities of the same nature.

8. Modifications

All modifications of the hereby Contract and its Annexes 1 and 2 will only be validly executed by the signature of an additional clause, which will be signed by the Parties and attached to this Contract.



9. Impossibility of execution

If one or several provisions of the hereby contract were to turn out to be totally or partially illegal, void, invalid or unenforceable, the Parties will get together, in good faith, to modify the provision(s) in question, in order to make them valid and enforceable, by taking into account the object, the nature and the aim of the hereby Contract, in respect of point I -- Preliminary Terms, by diverting as little as possible from the text of invalid provisions.

10. Applicable law

The hereby Contract is exclusively determined and interpreted in compliance with Swiss Law (without taking any notice of potential conflicts of applicable laws).

11. Disputes and competent court

In the event of disputes, as regards the hereby Contract, with its total or partial invalidity, with potential violations of the Contract or its termination (hereinafter: "Disputes"), the Parties will try to solve them, with good faith and without any notice, by coming to an amicable agreement. They will do so, within 45 days, as from the opening of negotiations, by the quickest Party.

If the Disputes have not been solved in compliance with the above paragraph, they will be submitted to the rules determined by the Swiss Code of Civil Procedure (CPC), specifying that the competent court is that of the Head Office of MRT, subject to appeal to the Federal Court (art. 23 of the Convention of Lugano, revised on the 30th of October 2007).

Done in Granges-Paccot, on the 19th of December 2016, in two original copies; a copy for each Party.

Michelin Recherche et Technique S.A.

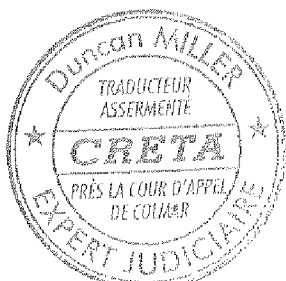
Compagnie Générale des Etablissements
Michelin

Muriel Gerber
Member of the Board of Directors

Benoît Balmay
Authorized signature

Annexes:

- No1: Portfolio Statements of the Brands (33 pages);
- No2: Portfolio Statements of the Domain Names (14 pages).



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Gerber', written over a light blue horizontal line.